

Technologie soit directement responsable du budget tout entier d'un milliard de dollars affecté à la recherche scientifique.

[Traduction]

**M. Andre:** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie. Étant donné la conclusion de ce rapport et je cite: «Après des années d'analyse, le moment est venu de prendre une décision et d'agir» quand l'honorable représentante fera-t-elle connaître à la Chambre les changements effectués dans le fonctionnement et l'organisation de son ministère pour se conformer à certains de ces recommandations?

[Français]

**Mme Sauvé:** Monsieur le président, certaines des recommandations faites par l'honorable sénateur Lamontagne figurent déjà parmi les projets du ministère. Éventuellement, j'annoncerai certaines mesures qui concernent le ministère, et j'étudie chacune des recommandations du rapport Lamontagne, à mon plus grand bénéfice et à celui des fonctionnaires.

\* \* \*

[Traduction]

#### LES AFFAIRES INDIENNES

##### LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU JUGEMENT DE LA COUR SUPRÊME RELATIF À L'EXPULSION DES FEMMES SANS STATUT OFFICIEL

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question dont je lui ai donné préavis afin d'avoir une réponse réfléchie. Comment le gouvernement entend-il répondre au télégramme du Conseil consultatif national de la situation de la femme par lequel on demande au gouvernement d'intervenir pour prévenir ou empêcher l'expulsion des réserves des femmes sans statut officiel survenue par suite de la récente décision de la Cour suprême, et qui est, si je puis le dire, une décision que l'on déplore?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je sais que le député s'attend seulement à ce que je paraphrase ma réponse, car il s'agit d'une question de politesse à l'égard du Conseil de répondre à ce télégramme avant de répondre au député. Si je comprends bien, le Conseil s'intéresse en partie à l'abolition de la loi sur les Indiens ou à certaines dispositions de cette loi. Je signale à la Chambre des communes qu'il y a plus de quatre ans, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a fait savoir à la Chambre que nous étions disposés à révoquer entièrement la loi, mais que nous refusions de le faire sans avoir longuement consulté les Indiens qui n'arrivaient manifestement pas à s'entendre sur la teneur et l'opportunité de pareils changements. Sans doute le député sait-il que les Indiens n'appuient pas sans réserves la cause dont il semble être le tenant.

**M. Fairweather:** Monsieur l'Orateur, en toute déférence, peut-être aurais-je mieux réussi sans préavis. Je demandais de surseoir aux expulsions. Ainsi que le très honorable député s'en souvient sans doute, du temps où il enseignait le droit, la procédure d'expulsion vise à obliger les gens à quitter des endroits où ils n'ont rien à faire. Voilà ce que je veux savoir. Surseoirait-on aux procédures d'expulsion? Le gouvernement interviendra-t-il? On peut s'oc-

#### Questions orales

cuper de la loi sur les Indiens au cours des prochaines années.

**M. Trudeau:** Non, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

#### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

##### L'OFFRE AMÉRICAINE DE REPRISE DE L'ACKLANDS LIMITED—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui remplace celui de l'Industrie et du Commerce. Elle découle de la promesse qu'il a faite hier à la Chambre d'examiner l'offre de reprise de l'Acklands Limited. Étant donné la préoccupation exprimée par le gouvernement manitobain à ce sujet, le ministre peut-il maintenant répondre à cette question?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, les avocats de la société Genuine Parts d'Atlanta ont communiqué avec nous et écrit aujourd'hui au ministre de l'Industrie et du Commerce pour exposer l'offre de reprise. Ils nous ont informés que si la reprise s'accomplit, la société Genuine Parts n'a nullement l'intention de mettre graduellement un terme aux activités de l'Acklands ni de modifier son mode d'exploitation. La compagnie ne forcera pas l'Acklands à acheter davantage des fournisseurs américains. Bien que le bill C-132 n'ait pas encore force de loi, on m'informe que les dirigeants de cette compagnie sont disposés et ont demandé à voir le ministre de l'Industrie et du Commerce, réunion qu'on prépare maintenant.

##### LES PROJETS DU GOUVERNEMENT QUANT AU BILL RELATIF À LA MAINMISE ÉTRANGÈRE

**L'hon. Robert K. Andras (ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, puis-je poursuivre dans la même veine? Le député de Peace River, a posé une question sur le bill C-132. On m'informe que ce bill occupe toujours une place très prioritaire et sera présenté bientôt.

##### LE PROJET AMÉRICAIN DE REPRISE DE L'ACKLANDS LIMITED—LES INSTANCES DU MANITOBA

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Enfin, monsieur l'Orateur, permettez-moi de traiter d'une autre question qui a trait au projet d'acquisition d'Acklands. D'après mes renseignements, le gouvernement du Manitoba ne nous a pas présenté d'instances à ce sujet.

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Sauf erreur, le ministre de l'Industrie du Manitoba a envoyé un télégramme au ministre à ce sujet, dans lequel il exprime son inquiétude et l'espoir qu'une intervention fédérale provinciale puisse empêcher cette reprise dans l'éventualité où elle serait confirmée, comme elle le sera sûrement, j'en suis convaincu, par le ministre plus tard aujourd'hui. Le ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance que le gouvernement fédéral fera suite à cette démarche provinciale en intervenant pour suspendre la conclusion de cette affaire jusqu'à ce que le gouvernement fédéral et le gouvernement du Manitoba aient eu la chance de se consulter?